

**Le général Spínola**  
annonce que le moment  
de l'autodétermination  
est venu  
pour l'empire portugais

VOIR PAGE 22

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

# Le Monde

**1 F**  
Abonnés, 1 an : 120 F ; 6 mois : 60 F ; 3 mois : 30 F ; 15 jours : 10 F.  
Taxes : 10 % de plus.  
Abonnés étrangers, 1 an : 150 F ; 6 mois : 75 F ; 3 mois : 35 F ; 15 jours : 12 F.  
Taxes : 10 % de plus.  
Tous les abonnements sont payables d'avance.  
Tous les abonnements sont payables en espèces.  
Tous les abonnements sont payables en chèque.  
Tous les abonnements sont payables en carte de crédit.  
Tous les abonnements sont payables en mandat postal.  
Tous les abonnements sont payables en mandat bancaire.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de paiement.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de virement.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de crédit.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de décaissement.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de paiement.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de virement.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de crédit.  
Tous les abonnements sont payables en mandat de décaissement.

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Votez les premiers messieurs les Anglais

En demandant, le 1<sup>er</sup> avril dernier, la « reconnaissance de la participation britannique à la Conférence européenne », l'Angleterre avait menacé, en termes de police, de bloquer les discussions en instance. Jusqu'à ce qu'il soit satisfait. C'est ce qu'on attendait. C'est ce qu'on a obtenu. C'est ainsi que le général Spínola, chef de l'Armée portugaise, a pu annoncer, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Dans ces conditions, M. Bonnet, ministre français de l'Agriculture, a demandé au gouvernement britannique de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Entre les extrêmes, M. Wilson, ministre américain de l'Énergie, a demandé au gouvernement britannique de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

## DÉTENTE A CHYPRE ?

- Les forces turques ont arrêté leur avance
- La conférence de Genève recherche un compromis

Après les multiples incidents, querelles et batailles qui ont émaillé la journée de vendredi, une détente était constatée samedi matin. La conférence de Genève recherche un compromis. La conférence de Genève recherche un compromis. La conférence de Genève recherche un compromis.

À GENÈVE, les menaces d'arrêt de la rupture des pourparlers à trois ont été levées. Les deux camps d'extrême ont accepté un compromis. La conférence de Genève recherche un compromis. La conférence de Genève recherche un compromis. La conférence de Genève recherche un compromis.

Notre envoyé spécial Roland Delcourt, qui a été autorisé par le gouvernement d'Ankara à visiter vendredi — pour la première fois — les forces turques occupées par les troupes turques, nous livre ci-dessous ses impressions.

### Des soldats qui sont là pour rester

De notre envoyé spécial

Nicosie. — Chypre a-t-elle jamais été une terre de paix ? Les journaux britanniques ont regretté à tort et à travers que les forces turques aient occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques.

Guerre (le nom turc de Kerynia) sont entre eux. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques.

Tout le monde qui s'étend de la côte nord de l'île jusqu'à la capitale est en effet une immense place d'armes turque. Non seulement les militaires, les chars, les canons, les chars et tout le matériel habituel d'une armée en campagne, mais aussi les habitants des villages environnants, des villages environnants, des villages environnants.

Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques.

La plus récente, dans la situation présente, est que les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques. Les forces turques ont occupé la zone occupée par les troupes turques.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Entre les extrêmes, M. Wilson, ministre américain de l'Énergie, a demandé au gouvernement britannique de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne. Le 23 juillet, le général Spínola a annoncé, le 23 juillet, que le gouvernement britannique a accepté de reconnaître la participation britannique à la Conférence européenne.

## CAMPAGNES

### Les dépenses sociales agricoles vont augmenter de 30 %

nous déclare M. Christian Bonnet

M. Jacques Chirac, passant vendredi soir 28 juillet à la télévision, a mis une nouvelle fois en garde les agriculteurs contre les « mesures de violence ». Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour qu'ils soient dédommés de la façon la plus sévère », a assuré le premier ministre. Dans la journée, on avait saisi à un régime de l'agriculture payenne, notamment dans la région de Limoges.

Dans l'interview qu'on livre ci-dessous, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, reconnaît la gravité du malade payen. Toutefois, estime-t-il, les mesures de sauvegarde communautaires et nationales, prises jusqu'à présent, représentent un effort financier important en faveur des agriculteurs les plus démunis, et qu'il ne se prolongera dans le budget de 1975 par une augmentation de 30 % des dépenses sociales.

M. Bonnet confirme aussi qu'il demandera, à l'automne, une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations. Les manifestations d'agriculteurs ne sont pas seulement des manifestations de colère, mais aussi des manifestations de peur.

Il est très facile de penser que, comme par un coup de baguette, les manifestations d'agriculteurs seraient résolues. Mais, en réalité, les manifestations d'agriculteurs ne sont pas seulement des manifestations de colère, mais aussi des manifestations de peur.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

En second lieu, parce que l'augmentation des prix d'intervention européens ne peut être obtenue que par une augmentation des prix d'intervention européens. Il en va tout autrement : il ne faut pas des heures à chacun des salariés pour apprécier l'importance de ces augmentations.

## PRISONS

### Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

A la prison de Fresnes, une trentaine de détenus ont été transférés, ce samedi 28 juillet, vers la prison de la Santé. Les procureurs sont invités à ne pas s'éloigner.

## IL Y A TRENTÉ ANS

### La tragédie du Vercors résumait celle de toute la Résistance armée

#### Une forteresse devenue piège

Il y a trente ans, le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

Le 27 juillet 1944, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes, a ordonné l'attaque du Vercors. Le Vercors était une forteresse devenue piège.

## AU-DELA DU DÉBAT SUR LES STRUCTURES

### La télévision des hommes

L'impressionnisme du projet de loi soumis en Parlement sur la réglementation de la radiodiffusion est telle que, si l'on suit ce système on quitte, on ignore celui que l'on va trouver. Les cahiers des charges sont imprécis, et les hypothèses de concurrence des chaînes, privatisation de la production, autorisation de publicité des deux premières chaînes — sont lourdes. Les programmes que les téléspéctateurs verront le 1<sup>er</sup> janvier 1975 dépendront avant tout, puisque la législation est imprécise, de la volonté de l'État. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

Il y a dix ans, les Français s'étaient habitués à la télévision et à ses programmes. On peut même dire qu'ils en étaient habitués. La télévision des hommes est une télévision des hommes.

## AU JOUR LE JOUR

### Classe touristique

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.

Parlant de sa conception du prestige, le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires. Le président de la République a estimé qu'il valait mieux privilégier les voyages de tourisme que les voyages d'affaires.







10



# POLITIQUE

## LA RÉFORME DE LA RADIO-TÉLÉVISION DEVANT LE PARLEMENT

### Les sénateurs se sont plaints à leur tour de la précipitation du débat

C'était la troisième fois depuis 1964 que les sénateurs délibéraient sur le projet de loi relative à la radio-télévision. Quelque peu déstabilisés, les sénateurs ont été surpris par l'absence d'avis de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Les sénateurs ont protesté contre les mauvaises méthodes de travail et la carence hâchée du débat. Ainsi, la commission des finances n'aura disposé que de deux demi-journées pour examiner le texte, tandis que la commission des affaires culturelles n'a pas eu le temps de faire imprimer son rapport, simplement révisé pour la circonstance. Une fois de plus, le débat parlementaire a été réduit à sa plus simple expression, sans que les sénateurs aient pu débattre de la composition des conseils d'application et des futurs cahiers des charges qui seront mis en application une fois cette session extraordinaire terminée.

### M. Chirac : la réforme ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle

En début de séance vendredi matin 26 juillet, M. MIRONDO (ind.) rappelle le rapport de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qui a été adopté par la commission des finances de l'Assemblée nationale. M. Chirac, président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

### M. Chirac : la réforme ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Chirac, premier ministre, renvoie d'abord les reporters et les journalistes. Il déclare : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

## Les rapports entre le premier ministre et le mouvement gaulliste s'améliorent

### Les assises nationales de l'U.D.R. vont être reportées à la fin de 1975

M. Jean Charbonnel, ancien ministre, ancien député de la Corréze, maire de Brive, membre du comité central de l'U.D.R., a adressé le 24 juillet une lettre à M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., pour lui demander de mettre fin à une politique d'urgence et de faire passer la politique à la petite semaine. M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

### M. Charbonnel à M. Sanguinetti : vous pratiquez le ralliement à la petite semaine

Dans sa lettre à M. Sanguinetti, M. Charbonnel écrit notamment : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

### M. Charbonnel à M. Sanguinetti : vous pratiquez le ralliement à la petite semaine

Dans sa lettre à M. Sanguinetti, M. Charbonnel écrit notamment : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

M. Charbonnel a écrit : « Je tiens à dire que la réforme de la radio-télévision ne se fera pas au détriment de ceux qui ont servi l'Office avec zèle. »

## MÉDECINE

### Épidémie de méningite sans précédent au Brésil

#### Plusieurs centaines de morts

Brasilia (A.F.P.). — Des centaines de personnes ont succombé dans les dernières semaines de l'été à une épidémie de méningite qui a sévi au Brésil. Les médecins ont expliqué, pour le moment, par le manque de vaccins, la rapidité de la maladie. La maladie, qui n'avait d'abord touché que la région de São Paulo, s'est rapidement étendue à tout le pays au cours des dernières semaines. Les autorités ont recensé, le 24 juillet, la mort de 10 personnes en moins de 24 heures. Les autorités ont lancé une campagne de vaccination d'urgence. Une commission pour l'étude de la maladie a été créée. A São-Paulo, plus de deux cents personnes sont déjà décédées. Les autorités ont lancé une campagne de vaccination d'urgence. Une commission pour l'étude de la maladie a été créée.

### Des cas de choléra sont signalés au Portugal

Depuis le mois de mai, cinq cent quarante et un cas de choléra ont été recensés au Portugal. Les autorités ont lancé une campagne de vaccination d'urgence. Une commission pour l'étude de la maladie a été créée.



**L'opération de Bormes-les-Mimosas  
donne satisfaction à bon nombre de Français**  
*déclare M. Robert Galley*

Copyright 1974 Dargaud Editeur et le Monde.

L'inauguration de l'Auberge de la Brise vivifiante se termine en malice générale et l'infortuné Orthopédiste est prêt à abandonner son titre de propriétaire sur le village. Mais ce n'est pas du goût d'Angine, sa femme, qui espère bien faire valoir ses droits acquis sur un légionnaire éthylique et insolvable.

# L'AGITATION DANS LES PRISONS FRANÇAISES

Après avoir été reçu, pendant une heure et quart, par le président de la République, M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a accordé une longue audience, vendredi 26 juillet, à l'inter-syndicale des personnels pénitentiaires; cette délégation lui a notamment fait part de l'attention des personnels devant la persistance de l'agitation dans les prisons.

On ne méconnaît pas le rôle du chancelier des requêtes d'une extension du mouvement, particu-

lièrement dans les maisons d'arrêt, où une répression ou une différenciation s'imposent de frapper, « collectivement condamnés et présumés grands criminels et petits délinquants d'occasion ».

M. Lecanuet a fait savoir par téléphone aux procureurs généraux des cours d'appel qu'ils devraient demander aux procureurs de la République et aux juges de l'application des peines, de ne pas s'écarter, pendant le week-end, des palais de justice, afin de pouvoir, le cas échéant,

lancer avec les détenus qui lanceraient des mouvements de revendication.

Deux établissements sont plus particulièrement visés par les critiques de la chancellerie, très frappée par le caractère « insupportable de l'atmosphère ». A ce propos, bien qu'il n'ait rien dit sur son entretien avec M. Giscard d'Estaing, M. Lecanuet avait observé avant d'être reçu : « J'espère que le calme sera rétabli. En tout cas, il ne faut pas croire que nous céderons au chantage ou à

la violence. » Cependant, selon la note d'un dirigeant de l'administration pénitentiaire, le projet de loi n'est pas de rétablir l'ordre mais de le maintenir.

De nouvelles manifestations de détenus se sont produites pendant la journée de vendredi dans plusieurs établissements pénitentiaires de province, notamment à Riom, Toulouse, Lyon, Vaux, Toul et Evreux, sans parler, le renforcement du personnel de surveillance a été requis pour des incidents se déroulant en véritables mutineries.

## LILLE : des détenus agressifs face à un personnel découragé

Lille. — C'est sans doute la maison centrale de Loos-lez-Lille qui est conduite dans la soirée du 26 juillet à France. Si l'on s'en tient à quelques déclarations très vagues des autorités, ils devraient être en nombre de plusieurs centaines, notamment celles d'Evreux, de Soissons et de Riom. Sur place, compte donc cinquante

autres détenus ont été installés dans un bâtiment rendu provisoirement à état par l'année. Dans la nuit de jeudi à vendredi, la journée de vendredi, les rebelles ont fait preuve d'une très vive agression et les forces de l'ordre ont dû intervenir à plusieurs reprises. Une première inspection détaillée des lieux révèle l'ampleur de la mutinerie : un vol de 10 millions de francs de bijoux.

## Les forces de l'ordre investissent la maison centrale de Riom

Divers incidents, d'importance moyenne, se sont déroulés au cours de la journée et de la soirée du vendredi 26 juillet, dans plusieurs autres prisons de province, où la surveillance avait été renforcée.

A Riom (Creuse-Dôme), le mouvement a été déclenché par un détenu qui, après avoir été condamné à la prison à perpétuité, a été transféré dans la maison centrale de Riom. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence.

Toul, de nouveau. A la centrale Ney de Toul (Meuse-et-Moselle), qui avait déjà connu de graves incidents au mois de décembre 1971, deux cent quatre-vingt détenus ont refusé, vendredi en début d'après-midi, de reprendre le travail dans la prison. Ils ont été placés sous la surveillance de la police. Les détenus ont refusé de reprendre le travail dans la prison. Ils ont été placés sous la surveillance de la police.

## Quatre cents cellules ravagées

Le plan de transfert prévoyait l'installation en premier lieu des hommes les plus dangereux. Une fois les hommes les plus dangereux installés, les autres détenus ont été transférés dans les cellules. Les cellules ont été ravagées. Les cellules ont été ravagées. Les cellules ont été ravagées.

On procéda à l'appel. Quelques hommes demandèrent la promesse qu'ils ne seraient l'objet d'aucune brutalité. Promesse leur fut donnée. Mais, dans la nuit de jeudi à vendredi, les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence.

Après cette agression, les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence.

La grève continue à Evreux. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence. Les forces de l'ordre ont investi la maison centrale de Riom, où les détenus ont fait preuve d'une agression et de la violence.

## FAITS DIVERS

### A Lyon

### La plainte d'un dentiste va-t-elle faire découvrir une vaste fraude des pièces d'or ?

Lyon. — M. Gérard Murat, dentiste à Decines (Rhône), vient de déposer une plainte contre la fraude au titre de la loi du 11 août 1969 sur la fraude en matière de pièces d'or. M. Murat a découvert une vaste fraude des pièces d'or. M. Murat a découvert une vaste fraude des pièces d'or.

M. MICHEL PONATOWSKI : le problème de la drogue se pose de façon moins aiguë. M. Ponatowski a découvert une vaste fraude des pièces d'or. M. Ponatowski a découvert une vaste fraude des pièces d'or.

Saisies de L.S.D. en Loire-Atlantique. Les services de la police judiciaire et les douanes ont saisi des quantités de L.S.D. en Loire-Atlantique. Les services de la police judiciaire et les douanes ont saisi des quantités de L.S.D. en Loire-Atlantique.

LE VICE-PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE DOUAI EST TUE PAR SON BEAU-FRÈRE. M. Antoine de Noblet, chancelier des requêtes, a été tué par son beau-frère. M. Antoine de Noblet, chancelier des requêtes, a été tué par son beau-frère.

● Hélicoptère contre vol : mise au point. — Après la relation de l'incident au cours duquel un volier avait chassé, lors d'une réunion, par les puits d'un hôtel de la rue de la République, le commandement de la base aérienne de Paris-Saint-Denis a fait savoir qu'aucun des appareils n'était en mission ce jour-là sur la base de Châlons. L'heure où cet incident s'est produit.

Le personnel de la prison de Lille a été placé sous la surveillance des forces de l'ordre. Le personnel de la prison de Lille a été placé sous la surveillance des forces de l'ordre.

GEORGES SIEUR. L'association de défense des droits des détenus demande au gouvernement la discussion en plein jour du système pénitentiaire. L'association de défense des droits des détenus demande au gouvernement la discussion en plein jour du système pénitentiaire.

Un maletendu fondamental. Si M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter. Si M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter.

Pour une question de parole familiale. M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter. M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter.

LE VICE-PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE DOUAI EST TUE PAR SON BEAU-FRÈRE. M. Antoine de Noblet, chancelier des requêtes, a été tué par son beau-frère. M. Antoine de Noblet, chancelier des requêtes, a été tué par son beau-frère.

## Une caricature de la société

(Suite de la première page). La réponse sera la même : la société est corrompue, elle est malade, elle est en train de se détruire. La réponse sera la même : la société est corrompue, elle est malade, elle est en train de se détruire.

CASAMAYOR. Les sources des problèmes sociaux, la source des problèmes sociaux, la source des problèmes sociaux. Les sources des problèmes sociaux, la source des problèmes sociaux.

### Des changements de mentalité

Voilà le pas franchi, le début de la grande mutation. Il faut espérer que cette mutation se traduira par une véritable prise de conscience de la situation. Il faut espérer que cette mutation se traduira par une véritable prise de conscience de la situation.

LE MONDE diplomatique. LE CHU dix mois après le putsch. LE MONDE diplomatique. LE CHU dix mois après le putsch.

Si M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter. Si M. Lecanuet ou Mme Dethoux ne sortent pas de cette attitude, il y a lieu de s'inquiéter.

LE MONDE diplomatique. LE CHU dix mois après le putsch. LE MONDE diplomatique. LE CHU dix mois après le putsch.



## Jeux interdits

## Le temps arrêté

## Le « Diable », un paradis sauvé par l'enfer

dirait  
a plage  
le plus  
netières  
raissent  
ques de  
depuis  
te des  
eaux de

ous le  
naissance  
me, un  
me se  
ra. Plus  
surgis-  
s et de  
aligne-  
s et de  
r la  
diabla  
n banc.  
riangu-

après

homme  
us rien  
80 mè-  
la tro-  
rgés de  
15 mè-

venant  
de tra-  
aperçut  
ste de !  
sueques  
émér-  
sauti-  
France  
pour  
lire un  
de ces  
saint »,  
honte  
sans un

après !  
e sorte  
r sus-  
en pre-  
soph »,

récit  
 ours et  
 depuis  
 doux  
 Saint-

Ceux-  
sances  
es qui  
t cette

Après  
ectoire  
é sur  
rtille-  
nglais,  
t soit

Figure 1

des-  
Second  
yama-  
polit-  
e tout  
futur  
e plus  
at. fut  
ur le  
a aux  
dém-  
t l'ad-  
ur les  
servis-  
radia-  
é de  
empe-  
re les  
1882,  
ent d'y  
avaux  
tre s.

1887,  
ça la  
es lies  
porta-

16.)

[illegible]

































# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. DIPLOMATIE

#### 2-1. LA CHUTE DE LA DICTATURE GRECQUE

— M. Cammello a tenu le gouvernement le plus représentatif que la Grèce ait jamais connu.

#### 3. EUROPE

##### UNION SOVIETIQUE : le

— Les deux parties ont signé un accord de cessez-le-feu.

##### ESPAGNE : le

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 4. AFRIQUE

##### MAROC : Robert

— Le roi Hassan II a reçu le ministre des Affaires étrangères français.

##### AMÉRIQUE

— Le Congrès américain a voté une loi sur le contrôle des armes.

##### WATERGATE : la

— Le président Nixon a déclaré qu'il n'y avait pas de scandale.

##### CANADA : le

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 5-8. POLITIQUE

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 7. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 8. PROPOS DE...

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ENVIRONNEMENT : la

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 8. FAITS DIVERS

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### LYON : la

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### LE MONDE AUJOURD'HUI

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 17. ÉDUCATION

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 18. RELIGION

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 19. SPORTS

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 20. ARTS ET SPECTACLES

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 21. JEUNESSE

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 22. LA VIE ÉCONOMIQUE

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### 23. LIRE ÉGALEMENT

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### RADIO-TELEVISION (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

#### ANNÉES CHANGÈRES (21 à 24)

— Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait pas de danger d'extension de la guerre civile.

## DANS UN DISCOURS RADIOTÉLÉVISÉ Le général Spínola annonce que le moment de l'autodétermination est venu pour l'Afrique portugaise

Le général Spínola s'est adressé à ses compatriotes en une allocution radiotélévisée, samedi 27 juillet à midi. Il a dit : « Le moment est arrivé de reconnaître aux populations des territoires d'outre-mer le droit de prendre en main leur propre destinée. Nous sommes prêts à partir de maintenant à commencer le processus de transfert des pouvoirs aux populations, notamment des territoires de Guinée, d'Angola et du Mozambique. »

M. José Balsemão, secrétaire général des Nations unies, est attendu lundi à Lisbonne. Il y

aura avec la Guinée-Bissau des pourparlers en vue d'un accord.

— AU ZAIRE, quatre présidents africains, MM. Nkrumah (Ghana), N'Gouabi (Congo), Julius Nyerere (Tanzanie) et Sese Sese (Zaire), devaient se réunir durant ce week-end.

— À BULGARIE, afin de former le comité de réconciliation qui, sous l'égide de l'Organisation pour l'indépendance des États (O.I.E.), doit tester l'efficacité des trois mouvements de libération en Angola.

— PROUS NATIONAL DE LIBÉRATION DE l'Angola, le mouvement pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.) et l'Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (U.N.I.A.).

— AU PORTUGAL, une délégation de deux parlementaires du

Conseil de l'Europe est attendue la semaine prochaine. Cette vi-

site pourrait présider à une adhésion du Portugal.

— D'autre part, le *Diário de Lisboa*, le gouvernement portugais est accablé en tant que

« agresseur » de l'important emprunt auprès de la Banque mondiale. Le

ministère des finances a répondu que la Banque et ceux qui pourraient

lourder au Portugal d'être organisés devraient se concentrer sur les

difficultés financières qui se sont accumulées pendant la

guerre civile et la chute de la production.

— A KINGSTON

## Les Neuf s'entendent avec leurs associés des recettes d'exportation de ces pays

De notre envoyé spécial

Kingston. — La conférence, qui a réuni à Kingston (Jamaïque) les Neuf et les quatorze pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), qui vont s'associer à la Communauté, s'est terminée samedi, peu avant 4 heures du matin. Les participants ont adopté une déclaration commune, qui résume les résultats obtenus, la décision la plus intéressante concernant la mise en place d'un système de stabilisation des recettes d'exportation des produits agricoles et industriels. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

Le Neuf ont jugé un tel engagement trop lourd de conséquences pour le présent. Les quatorze pays A.C.P. ont insisté sur le fait que la Communauté devait s'engager à leur égard. Les deux parties en présence ont exprimé des points de vue très proches. Le problème le plus délicat restait à résoudre : la mise en œuvre d'une coopération industrielle.

## A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR CHYPRE Grecs et Turcs seraient d'accord pour consolider le cessez-le-feu

De notre envoyé spécial

Genève. — La conférence sur Chypre s'est par sa dernière séance complètement débloquée. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

L'après-midi, M. Callaghan avait reçu dans la nuit, à Athènes, l'ambassadeur des États-Unis, qui lui avait donné des assurances de la part de M. Kissinger.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.

Les Grecs avaient menacé de quitter Genève si les Turcs continuaient de violer le cessez-le-feu. Mais les discussions ont été très difficiles, samedi 27 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Gunes et Mavros, puis entre ces derniers et M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, à Paris, de 10 h. 30, permettant de penser qu'un accord sur la rupture qui vendredi paraissait inévitable.